



Colloque

ORGANISMES PUBLICS

Quelles clés pour réussir leur transformation
et moderniser leur gouvernance ?

organisé par
le Contrôle général économique et financier

le mardi 31 mai 2016

Présentation des intervenants



Isabelle ROUX-TRESCASES

**Chef du service du Contrôle général économique
et financier (CGEFi)**

Depuis juillet 2014, Isabelle ROUX-TRESCASES est chef du service du Contrôle général économique et financier. Au sein de ce service, elle a également occupé les fonctions de chargée de projets transversaux puis de responsable de la mission des audits dont elle a conduit la première certification IFACI en 2012.

Elle a commencé sa carrière au ministère de la Fonction publique comme chef du bureau du statut général et comme conseillère technique au cabinet du ministre de la Fonction publique (politique de l'encadrement, modernisation du service public).

Isabelle ROUX-TRESCASES a ensuite rejoint le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, où elle a occupé successivement les fonctions de responsable du bureau de la communication à la direction générale des Douanes et Droits indirects, de sous-directrice à la direction de la Communication de Bercy, de sous-directrice du personnel à la direction générale de la comptabilité publique, de directrice des projets de modernisation, et de chef de service en charge du développement des nouvelles technologies de l'information auprès du Secrétaire général du ministère.

Elle a, en outre, été directrice générale adjointe de l'ANPE en charge des finances, de l'appui, des systèmes d'information et de l'audit, puis elle a exercé les fonctions de déléguée pour la rénovation de l'encadrement dirigeant de l'Etat auprès du Secrétariat général du Gouvernement (SGG).



Françoise CAMET
Contrôleuse générale, CGEfi

Françoise CAMET a participé aux réflexions consacrées à l'appui aux transformations des organismes publics relevant du périmètre du Contrôle général économique et financier.

Françoise CAMET a rejoint le Contrôle général économique et financier en 2013, elle est actuellement contrôleuse générale auprès du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC).

Auparavant, elle avait assuré les fonctions de directrice de la formation initiale, permanente et de la recherche de l'École nationale d'administration (ENA) pendant dix ans.

Françoise CAMET a commencé sa carrière à la direction générale des Douanes et des Droits indirects, comme chef du bureau des produits pétroliers. Elle a ensuite été promue sous-directrice de l'organisation des services et des moyens à cette direction générale puis, directrice adjointe de la direction générale, en charge du personnel et du budget.

Par ailleurs, elle a été chef du service des autorisations télévisuelles au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et, a dirigé pendant 3 ans, Gaz de Strasbourg, une société d'économie mixte de 450 personnes.



Simon BARRY
Contrôleur général, CGEfi

Simon BARRY a piloté le groupe de travail sur l'impact du numérique sur les organismes relevant du périmètre du Contrôle général économique et financier.

Simon BARRY a rejoint le Contrôle général économique et financier en 2005, il est actuellement contrôleur général auprès du groupe La Poste et assure le suivi des principales filiales du groupe (Geopost, Mediapost, ViaPost, Asendia, Docapost, La Banque Postale Asset Management, La Poste Télécom, soit près de 8 Md€ de CA et 42 000 salariés).

Il a démarré sa carrière au ministère de l'Economie et des Finances, occupant notamment le poste de chef de bureau de la politique informatique et de l'organisation au sein de la direction du Personnel, de la Modernisation et de l'administration. Au sein de la direction du Développement des médias (service du Premier ministre), il a été sous-directeur, puis chef de service, adjoint au directeur.

Simon BARRY a ensuite été secrétaire général du comité stratégique interministériel pour le numérique (chargé notamment des modalités d'arrêt de la télévision analogique et de la réaffectation des fréquences libérées aux nouveaux usages, notamment de l'Internet mobile).

Parallèlement, pendant 7 ans, il a présidé au ministère de la Culture et de la Communication le comité d'orientation du fonds d'aide au développement des services de presse en ligne (aides à la transformation numérique de la presse).



Martin VIAL
Commissaire aux participations de l'Etat
Directeur de l'Agence des participations de l'Etat

Le 24 août 2015, Martin VIAL est nommé Commissaire aux participations de l'Etat.

Après avoir commencé sa carrière comme administrateur des PTT à la direction financière de la direction générale des Postes, il rejoint, en 1986, la direction du Trésor au ministère de l'Economie et des Finances où il est chargé de la tutelle des établissements bancaires et des opérations de mise sur le marché. Puis il est appelé au cabinet du ministre des Postes et Télécommunications et de l'Espace en qualité de conseiller technique puis de directeur-adjoint, où il est notamment responsable de la réforme institutionnelle de La Poste et de France Télécom.

Ensuite, il est successivement directeur-adjoint puis directeur du cabinet du ministre de l'Equipement, du Logement, des Transports et de l'Espace, puis est nommé directeur du cabinet du ministre des PTT.

En 1993, Martin VIAL est nommé président-directeur général de l'Aéropostale, compagnie aérienne filiale commune d'Air France, de La Poste et de TAT. Il est élu en 1996, président de la chambre syndicale du transport aérien (CSTA) et de la fédération nationale de l'aviation marchande (FNAM).

Il devient en 1997, directeur général du groupe La Poste puis en décembre 2000, il est nommé président du groupe La Poste.

Il est parallèlement membre du conseil de surveillance, puis vice-président de la caisse nationale de prévoyance (CNP). Il a également été membre du Conseil économique et social et membre du conseil stratégique des technologies de l'information placé sous l'autorité du Premier ministre.

Martin VIAL rejoint la Cour des comptes en qualité de conseiller maître en septembre 2002 ensuite, il a assuré les responsabilités de directeur général du groupe Europ Assistance, leader mondial du marché de l'assistance avec 44 filiales dans 33 pays, et administrateur-directeur général de Europ Assistance Holding. Il assure également la présidence de plusieurs conseils d'administration des sociétés du groupe.

En janvier 2015, il fonde la société Premium Care, société d'assistance aux personnes âgées, à fort contenu technologique et délivrant une offre complète d'assistance à distance et de services à domicile.



Bernard GAUDILLERE
Ancien chef de mission de contrôle, CGEfi

Bernard GAUDILLERE, ancien chef de mission de contrôle général économique et financier, a présidé le groupe de travail chargé de réfléchir à l'organisation et au fonctionnement de la gouvernance des organismes publics relevant du périmètre du Contrôle général économique et financier.

Au cours de sa carrière, il a occupé les fonctions de directeur général des Douanes et de président d'établissements bancaires et financiers publics. Il fut contrôleur d'Etat puis chef de mission de contrôle général.

Bernard GAUDILLERE a été directeur de différents cabinets ministériels (Outre-Mer, Budget, Transports), ainsi que directeur de cabinet du maire de Paris, puis adjoint au maire de Paris, chargé des finances et du suivi des sociétés d'économie mixte.

Depuis 2014, il est président de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE) et du Crédit Municipal de Paris.



Charles LANTIERI
Directeur général délégué de la Française des Jeux

Charles LANTIERI est directeur général délégué de la Française des Jeux (FDJ) depuis 2006 ; il est par ailleurs, depuis cette même année, président de la Fondation d'entreprise FDJ. Il dirige également FDP, filiale de distribution de FDJ, depuis 2015.

Il a auparavant effectué une grande partie de sa carrière au ministère des Finances à la direction du Budget dont il a été successivement chef du bureau des recettes et de l'exécution, chef du bureau de synthèse (politique budgétaire et préparation de la loi de finances), sous-directeur (d'abord sur les budgets de l'Education nationale, de la Justice, de la Culture et de l'audiovisuel public, de la Jeunesse et des sports, des services du Premier ministre puis sur la politique budgétaire, les lois de finances et la modernisation de la gestion publique). Il a occupé les fonctions de chef de service, adjoint au directeur du Budget, de 2003 à 2006.

Il a débuté sa carrière à l'INSEE (inspecteur général de l'Insee depuis 2004) dans le domaine de la modélisation et la prévision macroéconomique.

Il a par ailleurs occupé plusieurs fonctions d'administrateurs d'entreprises publiques (dans l'audiovisuel, à La Poste et à GDF) d'établissements publics (Ecole polytechnique...) et d'organismes privés (AFP, Institut Pasteur).



Jean-Christophe DONNELLIER
Délégué interministériel à la coopération technique internationale, Président d'Expertise France

Jean-Christophe DONNELLIER est Délégué interministériel à l'expertise technique internationale depuis juillet 2014, et Président de l'Agence française d'expertise technique internationale, Expertise France, depuis le 1^{er} janvier 2015.

Il a mené l'essentiel de sa carrière à l'international à la direction générale du Trésor à Paris et à l'étranger (Chicago, New York, Washington). Il a également occupé des fonctions en cabinets ministériels à deux reprises, auprès du ministre de la Fonction publique et du plan d'abord, puis comme conseiller économique du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Thierry BRETON, en charge auprès du ministre des questions de politique économique et de finances publiques.

En 2007, il est nommé directeur des relations internationales à la direction du Trésor, assumant auprès des ministres, l'appui aux grands contrats internationaux, le suivi des relations économiques bilatérales de la France et représentant la France au comité de politique commerciale à Bruxelles, comité qu'il a présidé pendant la dernière présidence française de l'Union européenne. Ministre conseiller pour les Affaires économiques et financières à Washington, Jean-Christophe DONNELLIER connaît bien les Etats-Unis où il a servi à trois reprises au sein de l'Ambassade de France. Plus récemment, ministre conseiller en charge des questions économiques et financières à la Représentation permanente de la France auprès de l'OCDE, il a également occupé le poste de vice-président du comité d'aide au développement de l'OCDE et représentant de la France à ce même comité. Nommé en juillet 2014 par le Premier ministre, délégué interministériel à la coopération technique internationale, Jean-Christophe DONNELLIER a été mandaté pour organiser la fusion de 6 opérateurs historiques de coopération technique et mettre sur pied la nouvelle agence française d'expertise technique internationale au 1^{er} janvier 2015.



Philippe DORGE
Directeur général adjoint du groupe La Poste

Philippe DORGE a passé 25 années chez PSA exerçant des responsabilités opérationnelles puis stratégiques, pour la France comme pour l'International, notamment dans les domaines industriels, ressources humaines et management de la performance. En 2002, il est nommé Directeur des Relations sociales et du travail du Groupe, puis Directeur de l'usine de moteurs de Trémery en 2010. En 2013, il est nommé DRH du Groupe, membre du Comité Exécutif. Il conduit en particulier des négociations avec les syndicats aboutissant à la conclusion du « Nouveau Contrat Social » marquant le relèvement de l'Entreprise après les crises mondiales du secteur automobile. Nommé Executive Vice President, il contribue activement au plan « Back In the Race » en 2014 et 2015.

Il rejoint le Groupe LA POSTE en septembre 2015 comme Directeur général Adjoint, membre du Comité Exécutif, en charge de la Branche Services-Courier-Colis. Il lance « Ambition 2020, vers le monde des services » pour la Branche Services-Courier-Colis, contributeur du projet d'Entreprise « LA POSTE 2020, Conquérir l'avenir ». Pour accélérer la transformation, il met en place sept Business Units, ainsi que des directions métiers en support de nouvelles directions opérationnelles. Il s'engage dans des projets de transformation, avec un objectif : placer La Poste au 1^{er} rang des entreprises françaises de réseaux de services humains.



Sophie MANTEL
Chef de service de la direction du Budget

Depuis août 2013, Sophie MANTEL, contrôleur générale économique et financier, est chef de service, adjointe au directeur de la direction du Budget. Elle est également membre de plusieurs conseils d'administration : La Française des Jeux, le PMU, l'Institut Pasteur, La Poste, DCNS et SNCF Mobilités.

Elle a commencé sa carrière à la direction de la prévision avant de rejoindre la direction du Budget, où elle a dirigé les bureaux en charge des régimes de retraite et fonds de pension puis de la politique salariale et de l'emploi de la fonction publique ; chargée de mission auprès du directeur du Budget en 1999, elle rejoint, en 2001, l'équipe en charge de la mise en œuvre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) en matière de dépenses de personnel.

Sophie MANTEL devient ensuite chef du département des processus et fonctionnalités des systèmes de gestion à la direction générale de la Modernisation de l'Etat avant de rejoindre la mission de l'audit et du contrôle internes budgétaires (MACIB), dont elle prend la direction en 2011.



Muriel PENICAUD
Ambassadrice déléguée aux investissements internationaux, Directrice générale de Business France

Muriel PENICAUD est ambassadrice déléguée aux investissements internationaux depuis mai 2014. Elle dirige Business France depuis le 1er janvier 2015.

Depuis mai 2014, elle dirigeait l'agence française pour les investissements internationaux (AFII), chargée de la promotion, de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France, et l'agence française pour le développement international des entreprises (UBIFRANCE) dédiée à l'accompagnement des PME et ETI à l'export. Ces deux agences ont fusionné le 1er janvier 2015, la nouvelle agence se nomme désormais Business France.

Muriel PENICAUD a commencé sa carrière comme administratrice territoriale puis a occupé divers postes de direction au ministère du Travail et a été conseillère auprès du ministre.

Elle a ensuite occupé différentes fonctions de direction chez Danone puis chez Dassault Systèmes (membre du comité exécutif, directeur général adjoint en charge de l'organisation, des ressources humaines et du développement durable) avant de devenir directrice générale des ressources humaines du groupe Danone dont elle était membre du comité exécutif et présidente du conseil d'administration du fonds Danone Ecosystème.

En outre, elle a été administratrice d'Orange et présidente du comité de gouvernance et de responsabilité sociale et environnementale ; administratrice de la SNCF, présidente du comité Transports et Logistique et devient membre du conseil de surveillance en juillet 2015 ; administratrice d'Aéroports de Paris en 2014.

Muriel PENICAUD a également été présidente du conseil d'administration d'AgroParisTech (institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement), présidente du Conseil National Education Economie. Elle a été nommée présidente de l'Institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (2006-2009) et membre du Haut conseil du dialogue social. Depuis 2010, elle est co-fondatrice et vice-présidente de TV DMA, première TV académique de Management et Droit des Affaires.



Denis VILAIN
Chef de mission de contrôle, CGEfi

Denis VILAIN a présidé le groupe de travail chargé d'élaborer des propositions, dont un guide du contrôle, sur « La maîtrise des investissements publics » pour les organismes relevant du périmètre du Contrôle général économique et financier.

Il est actuellement responsable de la mission de contrôle sur les organismes concourant aux recettes de l'Etat. Il a commencé sa carrière à la direction générale des Télécommunications, avant de rejoindre la direction de la Construction du ministère de l'Urbanisme et du Logement, puis la direction du Trésor du ministère de l'Economie et des Finances, d'abord au secrétariat général du Club de Paris, puis à la direction des assurances avant de devenir le fondateur du comité stratégique du groupe UAP et le créateur de son réseau international d'assurances collectives.

Nommé au contrôle d'Etat à son retour au ministère des Finances, Denis VILAIN y a successivement occupé les fonctions de responsable du département des analyses financières et du conseil comptable, adjoint au chef de la mission de contrôle des transports collectifs, et de responsable du département de contrôle budgétaire du ministère de l'Education nationale au moment du passage à la LOLF, puis de celui de l'Ecologie.

Plus récemment, il a été pendant plus de 4 ans chef de la mission interministérielle d'inspection du logement (Miilos). Par ailleurs, Denis VILAIN a exercé des activités d'enseignement : à l'Université Paris Dauphine, comme maître de Conférences à l'IEP de Paris et également en tant que Professeur au CNAM.



Nicolas BERLAND
Professeur à l'Université Paris-Dauphine

Nicolas BERLAND est Professeur à l'Université Paris-Dauphine et directeur de DRM (Dauphine Recherche en Management, 88 chercheurs et 120 doctorants). Il co-dirige également la chaire « Ethique et gouvernement d'entreprise » de la fondation Paris-Dauphine. Il est spécialisé en sociologie de la performance, en contrôle de gestion et dans le pilotage des organisations. Son approche est résolument orientée vers l'étude de l'articulation du contrôle de gestion aux processus stratégiques et aux processus de management de l'entreprise. Il mobilise des techniques d'investigations qualitatives (études de cas, interviews) mettant en perspective longitudinale les phénomènes étudiés.

Ses recherches l'ont conduit à étudier l'histoire des pratiques de contrôle de gestion, les expériences de « gestion sans budget » menées par certaines entreprises et l'implantation de contrôle de gestion en milieu public (la police nationale, des conseils généraux, des villes...). Il s'intéresse également au pilotage de la performance en lien avec le développement durable. Il a publié « Contrôle de gestion, perspectives stratégiques et managériales » chez Pearson et « Contrôle de gestion » chez Que Sais-je ?

Son dernier axe de recherche l'amène à étudier l'impact de la financiarisation sur les modes de pilotage des organisations au travers d'études de cas historiques, de cas contemporains de *downsizing* et de récits de vie de managers.